



RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

advies 70.816/1
van 3 januari 2022

avis 70.816/1
du 3 janvier 2022

over

sur

een ontwerp van besluit van
het Verenigd College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie ‘tot
wijziging van het besluit van
10 maart 2016 houdende
uitvoering van de ordonnantie
van 21 juni 2012 betreffende
de promotie van de gezondheid
bij de sportbeoefening, het
dopingverbod en de preventie
ervan’

un projet d’arrêté du Collège
réuni de la Commission
communautaire commune
‘modifiant l’arrêté du Collège
réuni du 10 mars 2016 portant
exécution de l’ordonnance du
21 juin 2012 relatif à la
promotion de la santé dans la
pratique du sport, à
l’interdiction du dopage et à sa
prévention’

Op 27 december 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Ministers, Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Welzijn en Gezondheid verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘tot wijziging van het besluit van 10 maart 2016 houdende uitvoering van de ordonnantie van 21 juni 2012 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan’.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 29 december 2021. De kamer was samengesteld uit Jeroen VAN NIEUWENHOVE, staatsraad, voorzitter, Koen MUYLLE en Inge VOS, staatsraden, en Astrid TRUYENS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Tim CORTHAUT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 januari 2022.

*

Le 27 décembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par les Ministres, Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, en charge de l'Action sociale et de la Santé à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune ‘modifiant l'arrêté du Collège réuni du 10 mars 2016 portant exécution de l'ordonnance du 21 juin 2012 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention’.

Le projet a été examiné par la première chambre le 29 décembre 2021. La chambre était composée de Jeroen VAN NIEUWENHOVE, conseiller d'État, président, Koen MUYLLE et Inge VOS, conseillers d'État, et Astrid TRUYENS, greffier.

Le rapport a été présenté par Tim CORTHAUT, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Marnix VAN DAMME, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 janvier 2022.

*

1. Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd als volgt:

“Conformément à l'article 84, §1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, nous souhaitons que l'avis nous soit communiqué dans un délai de cinq jours ouvrables.

Pour rappel, les modifications en droit interne de l'ordonnance du 21 juin 2012 et de l'arrêté du Collège réuni du 10 mars 2016 sont rendues indispensables (...) par la révision du Code mondial antidopage en 2021 (ci-après, 'le Code') et des standards internationaux de l'Autorité mondiale antidopage (ci-après, l'AMA'). En tant que signataire du Code, et conformément aux articles 23.1.1, 23.2, 23.4 et 23.5 de celui-ci, la Commission communautaire commune doit mettre sa législation en conformité dans les plus brefs délais avec les nouvelles normes de l'AMA.

Le 19 août dernier, un courrier de l'AMA est toutefois parvenu à nos services (voir le courrier en annexe 1, datée du 18 août 2021). Il indique notamment ceci :

[...] la Commission communautaire commune de la région Bruxelles-Capitale [ci-après, la CCC] ne s'est toujours pas conformée à l'exigence critique du Code et des Standards internationaux suivante :

- Article 23.2.1 du Code : Les signataires mettront en œuvre les dispositions applicables du Code au moyen de politiques, de statuts, de règles ou de règlements en fonction de leur compétence et dans leurs sphères de responsabilité respectives.

Par conséquent, à moins que la [CCC] ne mette rapidement en œuvre la mesure corrective critique pertinente, le CRC recommandera au Comité exécutif de l'AMA d'alléguer lors de sa réunion du 14 septembre 2021 la non-conformité au Code de la [CCC], et l'imposition des conséquences applicables pour cette non-conformité prévues à l'article B.3.1 du Standard International pour la Conformité au Code des Signataires (SICCS), énumérées ci-dessous :

1. La 'mesure corrective critique' pendante, énumérée ci-dessus, devrait être considérée comme une exigence critique.

2. La [CCC] perdra ses privilèges AMA jusqu'à sa réintégration (voir article B.3.1 (a) du SICCS), c'est-à-dire :

- a. Conformément aux dispositions pertinentes des Statuts de l'AMA, les représentants de la [CCC] ne peuvent exercer aucune fonction au sein de l'AMA ni occuper aucun poste de membre d'un conseil ou d'un comité de l'AMA ou de tout autre organe (entre autres, les postes de membre du Conseil de fondation de l'AMA, du Comité exécutif, de tout comité permanent et de tout autre comité).

- b. La [CCC] ne pourra accueillir aucune manifestation organisée ou coorganisée par l'AMA.

- c. Les représentants de la [CCC] ne pourront participer à tout programme des observateurs indépendants de l'AMA, à tout programme de sensibilisation de l'AMA ou à toute autre activité de l'AMA.

- d. La [CCC] ne recevra aucun financement de l'AMA (directement ou indirectement) pour le développement d'activités spécifiques ou la participation à des programmes particuliers.

3. Les représentants de la [CCC] n'auront pas le droit de siéger comme membres de conseils, de comités ni d'autres instances de tout signataire (ou de ses membres) ou de toute association de signataires pendant un an ou jusqu'à la réintégration de la [CCC] (selon le délai le plus long) (voir article B.3.1 (d) du SICCS).

4. La Belgique sera inéligible à l'organisation de championnats régionaux, continentaux, ou de championnats du monde, ou de manifestations organisées par des organisations responsables de grandes manifestations, pendant l'intégralité de la période de non-conformité (voir article B.3.1 (e.1) du SICCS).

5. Le drapeau de la Belgique ne sera pas hissé à des championnats régionaux, continentaux, ou des championnats du monde, ou à des manifestations organisées par des organisations responsables de grandes manifestations (autres que les Jeux Olympiques et les Jeux Paralympiques) pour la prochaine édition de cette manifestation ou jusqu'à ce que le signataire soit réintégré (selon la période la plus longue) (voir article B.3.1 (e.2) du SICCS).

Conformément à l'article 11.2.1 du SICCS, le CRC a également recommandé que le signataire soit tenu de satisfaire à cette exigence critique pendant et de se conformer aux sanctions énumérées ci-dessus avant de pouvoir réintégrer la liste des signataires conformes au Code.

En outre, si la [CCC] n'a pas rempli ces conditions de réintégration avant septembre 2022, le CRC pourrait faire une recommandation au Comité exécutif de l'AMA pour envisager l'imposition de conséquences additionnelles à la [CCC], conformément à l'article 10.2.9 et à l'annexe B.3.2 du SICCS.

Nos services ont œuvré pour qu'un délai supplémentaire de quatre mois soit accordé afin de parvenir in fine à la publication des normes antidopage susmentionnées. Par l'avancement du processus législatif de 'l'ordonnance antidopage', et la finalisation de la rédaction de son arrêté exécutif, ce délai a été accordé et les textes de la CCC ont été décrétés conformes au Code (voir le courrier en annexe 2, daté du 15.02.21).

Par conséquent, et toujours dans l'optique de parvenir à une transposition des règles internationales dans les temps, nous sollicitons l'urgence dans notre demande d'avis relatif à l'ensemble du texte en objet. En effet, il y a lieu d'éviter que des sanctions lourdes qui pèsent actuellement sur la CCC, et par voie de conséquence, sur tout la Belgique, se voient appliquer de manière automatique au 14 janvier 2022 ; celles-ci porteraient atteinte de manière irréparable à l'image de la CCC et de notre pays tout entier, tant sur le plan sportif qu'économique.

Nous souhaitons néanmoins rappeler que le retard pris dans ladite conformité au Code trouve son origine dans le nécessaire respect des procédures législatives internes, dans le délai d'attente pour l'obtention de la version française des normes internationales, et dans la situation extraordinaire engendrée par la crise sanitaire actuelle avec pour corollaire, la gestion de celle-ci par nos services (voir en annexe 3, les justifications données à l'AMA par courrier daté du 27 août 2021).

Veuillez également noter que l'urgence avait également été sollicitée à l'Autorité de protection des données (ci-après, l'APD) en date du 06 octobre dernier, mais a été refusée, la cause de l'urgence n'étant, selon elle, pas étrangère au demandeur et ce, même en l'absence de faute. La date pour la remise de cet avis a donc été fixée au 3 décembre 2021. Ce dernier a été effectivement remis à nos services à cette date (voir annexe 4)."

2. Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling Wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING VAN HET ONTWERP

3. Het voor advies voorgelegde ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie strekt tot de wijziging van het besluit van het Verenigd College van 10 maart 2016 ‘houdende uitvoering van de ordonnantie van 21 juni 2012 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan’ (hierna: het besluit van 10 maart 2016), naar aanleiding van de actualisering van de ordonnantie van 21 juni 2012 ‘betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan’ door de ordonnantie van 24 december 2021,¹ waarvan de tekst² op 24 december 2021 door de Verenigde Vergadering werd aangenomen³ en bekrachtigd en afgekondigd door het Verenigd College.⁴

Het te nemen besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad. De ordonnantie van 24 december 2021 wordt op dezelfde dag in werking gesteld.

RECHTSGROND

4. De rechtsgrond voor het ontwerp wordt gezocht in de ordonnantie van 21 juni 2012 ‘betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan’, evenwel zonder vermelding van enige specifieke bepaling van die ordonnantie, en dus ook niet van de wijzigingen ervan bij de ordonnantie van 24 december 2021. Wel werd bij de adviesaanvraag de volgende rechtsgrondentabel gevoegd, die evenwel vertrekt van de geconsolideerde versie van het besluit van 10 maart 2016 en niet van dit wijzigend ontwerp:

ARRETE CONSOLIDE (pour les modifications) :	CONCORDANCE CODE/STANDARDS :	CONCORDANCE ORDONNANCE :
Art. 3, §1 ^{er}	Art. 4.1 (alinéa 1) SIAUT	Art. 10, §1 ^{er}
Art. 3, §2	Art. 4.1 (alinéa 2) SIAUT	Art. 10, §2
Art. 3, §3	Art. 4.2 SIAUT	"

¹ Ordonnantie van 24 december 2021 ‘tot wijziging van de ordonnantie van 21 juni 2012 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie ervan’.

² Parl.St. Ver.Ver.Gem.Gem.Com., 2021-22, nr. B-97/1.

³ Ver.Ver.Gem.Gem.Com., *Integraal verslag*, 24 december 2021, p. 9.

⁴ Zie punt 3 van de notificatie van de vergadering van het Verenigd College van 24 december 2021.

Art. 3, §4	Art. 4.3 SIAUT	"
Art. 3, §5	Art. 4.4.2 et 4.4.3 CODE	"
Art. 4, §1 ^{er}	Art. 5.3 SIAUT	Art. 10, §3
Art. 4, §2, 4 ^o	Art. 20.5.11 CODE	"
Art. 5, alinéa 2, 6 ^o	Art. 5.3 (alinéa 2), a) SIAUT	"
Art. 8, §2	Art. 6.1 et 6.2 SIAUT	Art. 10, §2
Art. 8, §3		Art. 10, §6
Art. 11, §1 ^{er}	Art. 6.9 SIAUT	Art. 10, §4, alinéa 4
Art. 11, §2, alinéa 3		Art. 10, §4, alinéa 2
Art. 11, §7/1	Art. 4.4.2 et 13.1 CODE	Art. 10, §3, alinéa 3 et art. 35/1
Art. 11, §10	Art. 6.9 SIAUT	Art. 12, alinéa 2
Art. 14	Art. G.4.4 SICE	Art. 16, alinéa 2
Art. 14, §1 ^{er} , alinéa 5	Art. G.4.3 SICE	Art. 17, §1 ^{er}
Art. 14, §3 (alinéa 4, 5, 6) et §4	Art. G.5 SICE	Art. 16, alinéa 2
Art. 17 (fin du §1 ^{er})	Art. G.5.6 SICE	Art. 17, §2
Art. 17, §2, alinéa 2	Art. G.4.4 SICE	"
Art. 17, §2, alinéa 5	Art. G.4.3 SICE	Art. 12
Art. 17 §2, alinéa 6	Art. G.5 SICE	Art. 17, §2
Art. 17, §4, alinéa 4	Art. G.5 SICE	"
Art. 19, §1 ^{er} , alinéa 2	Art. 4.5.2 SICE	Art. 16, alinéa 1 ^{er}
Art. 19, §1 ^{er} , alinéa 5	Art. 4.7.3 e) SICE	"
Art. 19, §1 ^{er} , alinéa 6	Art. 4.5.3 SICE	"
Art. 19, §2, alinéa 2	Art. 4.2.1 SICE	"
Art. 19, §2, alinéas 3 et 4	Art. 4.2.2 et 4.2.3 SICE	"
Art. 19, §2bis	Art. 4.2.4 SICE	"
Art. 19, §4, dernier alinéa	Art. H.4.2 SICE	" + Art. 11, 1 ^o et 2 ^o
Art. 21, §5	Art. 4.9.2 SICE	Art. 11, 2 ^o
Art. 22, §1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 6.3.3 SICE	Art. 17, §1 ^{er}
Art. 22, §1 ^{er} , alinéa 2	Art. 14.1.1 CODE	Art. 17
Art. 22, §3, alinéa 3	Art. 5.3.7 SICE	"
Art. 22, §3, alinéa 7, 5 ^o	Art. 5.4.1 CODE	"
Art. 22, §3, alinéa 8	Art. 5.4.1 SICE	"
Art. 22, §7, alinéa 3	Art. 5.4.4 SICE	"
Art. 23, §2, alinéa 3	Art. 7.4.5 SICE	Art. 17, §3
Art. 23, §3, alinéa 6	Art. 6.3.3 c)	Art. 17, §5 et 17, §3, 2 ^o
Art. 24	SICE + Annexe C SICE (PRÉLÈVEMENT DES ÉCHANTILLONS D'URINE) + Annexe E SICE (ÉCHANTILLONS D'URINE – VOLUME INSUFFISANT) + Annexe F SICE	Art. 17

	(ÉCHANTILLONS D'URINE QUI NE SATISFONT PAS AUX EXIGENCES EN MATIÈRE DE GRAVITÉ SPÉCIFIQUE CONVENANT POUR L'ANALYSE)	
Art. 25	SICE + Annexe D SICE (PRÉLÈVEMENT DES ÉCHANTILLONS DE SANG) + ANNEXE I SICE (PRÉLÈVEMENT, CONSERVATION ET TRANSPORT DES ÉCHANTILLONS DE SANG PRÉLEVÉS POUR LE PASSEPORT BIOLOGIQUE DE L'ATHLÈTE) + Lignes directrices de l'AMA pour le prélèvement des échantillons	"
Art. 26, §1 ^{er} , alinéas 4 et 5	Art. I.2.2 SICE	Art.23, §2
Art. 26, §1 ^{er} , dernier alinéa	Art. I.2.9 SICE	"
Art. 26/1, § 1 ^{er} , §2, § 3	Art. 6.3.4 SICE	Art. 17, §2
Art. 26/2, §1 ^{er}	Annexe A SICE	Art. 16, alinéa 1 ^{er} et 17, §1 ^{er} et §2
Art. 26/2, §2	Annexe B SICE	"
Art. 28/1		Art. 17, §2
Art. 29	Art. 11.1 SICE	Art. 12, alinéa 2, a), art. 12/1, alinéa 1 ^{er} , 3°, art. 23/1
Art. 31, §2, dernier alinéa	SIL	Art. 17, §2 et art. 18
Art. 32 §1 ^{er} , alinéa 5	Art. 5.3.8.4 SIL	Art. 19
Art. 33, §2, alinéa 1 ^{er}	Art. 5.1.1 SIGR	Art. 20
Art. 33, §2, alinéa 3, 4bis°	Art. 5.1.2.1 d) SIGR	"
Art. 33, §2, alinéa 3, 7°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°	Art. 5.1.2.1 f) g) h) et 5.1.2.2 a) b) c) SIGR	"
Art. 33, §3, 3°	Art. 5.1.1.3 SIGR	"
Art. 33, §3bis	Art. 5.2.2 SIGR	"
Art. 33, §4	Art. 14.1.2 CODE	"
Art.34, §4	Art. 7.0 SIGR	Art. 21
Art. 34, §5	Art. 7.2 SIGR	"
Art. 34, §6	Art. C.5 et C.6 SIGR	Art. 20 et 23/2
Art. 34, §8	5.3 SIGR	Art. 20
Art. 34/1	7.4.1 et suivants du CODE	Art. 20, alinéa 2, art. 32, §3, 1°
Art. 35, §1 ^{er}	Art. 4.2 et suivants SICE	Art. 26, §8, 1)

Art. 35, §2, alinéa 4, 1°		Art. 26, §6
Art. 35, §2, alinéa 4, 6°	Art. 2.4 CODE	Art. 26
Art. 36, §1 ^{er}	accord de coopération, 4.8.8.2-3-4 et 4.8.6.2 SICE	"
Art. 36, §2	Art. 5.6 CODE et 4.8.1 SICE	Art. 12, alinéa 2, d) et art. 12/1, 5°
Art. 37, alinéa 1 ^{er}	Art. 5.6 CODE	Art. 26, § 8, 1)
Art. 38	"	Art. 26, § 9
Art. 39, §1 ^{er}	Annexe B.1 SIGR	Art. 26, §1, §2 et § 4
Art. 39, §2	Annexe B.2 SIGR	Art. 26, §2, alinéa 2
Art. 39, §3	Annexe B.2 SIGR	Art. 26, §4
Art. 40, alinéa 1 ^{er}	Art. B.3 SIGR	Art. 8, §1 ^{er} , 4°
Art. 41, alinéa 1 ^{er}	Art. 7.4 CODE	Art. 26, §4, alinéa 3 et art. 31
Art. 42, alinéa 1 ^{er}		Art. 26, §4, alinéa 3 (in fine)
Art. 45/1	Art. 7.2 et SIGR	Art. 20
Art. 46, alinéa 2, 3° et 4°	SIGR	Art. 30
Art. 50/1, §§ 1 et 2 (procédure disciplinaire)	Art. 8.1 CODE	Art. 30/1
Art. 50/1, §3	Art. 8.5 CODE	"
Art. 50/1, §4	Art. 8.3 SIGR et 20.5.11 CODE	"
Art. 50/2, alinéa 2, 4°	Art. 8.1 CODE + Art. 8.4 SIGR	"
Art. 50/5	Art. 8.7 SIGR	"
Art. 50/7	Art. 8.8, b) SIGR	"
Art. 50/8, §1 ^{er}	Art. 8.8, c) SIGR	"
Art. 50/9, §1 ^{er}	Art. 8.8, d) SIGR	"
Art. 50/9, §2 et §3	"	"
Art. 50/10	Art. 8.8, e) CODE	"
Art. 50/13	Art. 8.3 CODE	"
Art. 50/14	10.7 et 10.8 CODE	"
Art. 50/20	Art. 8.3 CODE	"
Art. 50/21, §2	Art. 9 et suivants CODE	"
Art. 50/21, §3	Art. 8.1 CODE	"
Art. 50/21, §4	Art. 9.1.1 SIGR et 15 CODE	"
Art. 50/21, §5	Art. 6.2.3.3 SIGR	"
Art. 50/21, §8	Art. 13.3	"
Art. 50/22, §1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 8.4 et 14.1.1 CODE	"
Art. 50/22, §1, alinéa 2	Art. 14.1.2 CODE	"
Art. 50/22, §4	Art. 14.2.2 CODE	"
Art. 50/22, §5	Art. 9.2.5 CODE	"
Art. 50/22, §6	Art. 14.3 CODE	"
Art 50/23	Art. 13.1 et 13.1.2 CODE	"

Met die rechtsgrondanalyse kan worden ingestemd, onder voorbehoud van wat volgt.

4.1. Voor een aantal bepalingen worden rechtsgronden aangevoerd die geen delegatie bevatten aan het Verenigd College.

4.1.1. Dat is bijvoorbeeld het geval voor artikel 10, § 4, tweede lid, van de ordonnantie van 21 juni 2012, dat de rechtsgrond moet vormen voor het ontworpen artikel 11, § 2, derde lid, van het besluit van 10 maart 2016, alsook voor artikel 10, § 4, vierde lid, van de ordonnantie van 21 juni 2012, dat de rechtsgrond moet vormen voor het ontworpen artikel 11, § 1, van het besluit van 10 maart 2016. Voor die ontworpen bepalingen kan evenwel worden gesteund op de algemene uitvoeringsbevoegdheid van het Verenigd College,⁵ gelezen in samenhang met die ordonnantiebepalingen.

4.1.2. Dat kan echter niet worden aanvaard voor artikel 16, tweede lid, van de ordonnantie van 21 juni 2012, dat wordt ingeroepen als rechtsgrond om bijkomende eisen op te leggen aan de kwalificaties van artsen in het ontworpen artikel 14 van het besluit van 10 maart 2016. Voor de selectieprocedure in het ontworpen artikel 14, § 3, kan daarentegen wel worden gesteund op de algemene uitvoeringsbevoegdheid, gelezen in samenhang met die ordonnantiebepaling.

4.1.3. Artikel 17, § 3, van de ordonnantie van 21 juni 2012 wordt als rechtsgrond aangevoerd voor het ontworpen artikel 23, § 2, derde lid. Het gaat daarbij om bijkomende gegevens die moeten worden vermeld in het proces-verbaal, bovenop de gegevens die “onder meer” moeten worden vermeld overeenkomstig de voormelde ordonnantiebepaling. Daarvoor kan een beroep worden gedaan op de algemene uitvoeringsbevoegdheid, gelezen in samenhang met die ordonnantiebepaling.

4.1.4. Voor het ontworpen artikel 29 wordt de rechtsgrond gezocht in artikel 12, tweede lid, a), artikel 12/1, eerste lid, 3°, en artikel 23/1 van de ordonnantie van 21 juni 2012. Geen van die bepalingen bevat een delegatie aan het Verenigd College, maar de ontworpen bepaling lijkt grotendeels een aanvulling in te houden op artikel 23/1 van de ordonnantie van 21 juni 2012 waarvoor kan worden gesteund op de algemene uitvoeringsbevoegdheid. Er zijn echter ook nieuwe aspecten – zoals het ontworpen artikel 29, § 5, over de beslissing om niet te vervolgen – die een meer uitdrukkelijke rechtsgrond behoeven en die in afwachting daarvan geen doorgang kunnen vinden.

4.1.5. Voor het ontworpen artikel 38 wordt een beroep gedaan op artikel 26, § 9, van de ordonnantie van 21 juni 2012, maar de enige delegatie in het derde lid van die bepaling heeft enkel betrekking op de beroepsprocedure. Niettemin kan artikel 26, § 9, eerste lid, van de ordonnantie van 21 juni 2012, gelezen in samenhang met de algemene uitvoeringsbevoegdheid, rechtsgrond bieden.

4.1.6. Het ontworpen artikel 40, eerste lid, zou rechtsgrond moeten vinden in artikel 8, § 1, 4°, van de ordonnantie van 21 juni 2012, dat geen delegatie bevat. Het lijkt ook niet mogelijk om een beroep te doen op de algemene uitvoeringsbevoegdheid voor de nadere invulling van een dopingovertreding die in de ordonnantie van 21 juni 2012 wordt omschreven.

⁵ Artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, gelezen in samenhang met artikel 69, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’.

4.2. Er wordt geen rechtsgrond vermeld voor het ontworpen artikel 7. Artikel 10, § 3, tweede lid, van de ordonnantie van 21 juni 2012 lijkt niettemin rechtsgrond te kunnen bieden voor die bepaling.

4.3. Het ontworpen artikel 11, § 10, kan alvast geen rechtsgrond vinden in artikel 12, tweede lid, van de ordonnantie van 21 juni 2012.

4.4. Voor het ontworpen artikel 16, § 5, wordt geen rechtsgrond vermeld. Aangezien die ontworpen bepaling evenwel neerkomt op een parafrasering van artikel 18, § 4, van de ordonnantie van 21 juni 2012, kan ze beter worden weggelaten.

4.5. Artikel 17, § 2, van de ordonnantie van 21 juni 2012 kan fungeren als rechtsgrond om voorwaarden op te leggen voor de selectie van chaperons, zoals die wordt geregeld in het ontworpen artikel 17. Die bepaling biedt echter geen rechtsgrond, ook niet gelezen in samenhang met de algemene uitvoeringsbevoegdheid, voor de regels over de opleiding en bijscholing van die chaperons. Dat geldt ook voor de vertrouwelijkheidsplicht van de chaperons, waarvoor wordt gesteund op artikel 12 van de ordonnantie van 21 juni 2012. Die laatste bepaling regelt in het algemeen de gegevensverwerking, maar biedt geen rechtsgrond voor specifieke eisen aan chaperons.

4.6. Voor het ontworpen artikel 20, laatste lid, wordt geen rechtsgrond vermeld. De eerste zin van de ontworpen bepaling lijkt bovendien in strijd met artikel 12, derde lid, van de ordonnantie van 21 juni 2012, dat de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zelf – en dus niet de NADO van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie – als verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens aanwijst. Voor de nadere uitwerking van de bewaringstermijn lijkt een beroep te kunnen worden gedaan op de regeling ter zake in artikel 12, zesde lid, van de ordonnantie van 21 juni 2012, gelezen in samenhang met de algemene uitvoeringsbevoegdheid.

4.7. Voor het ontworpen artikel 26 wordt verwezen naar artikel 23, § 2, van de ordonnantie van 21 juni 2012, dat niet bestaat. De rechtsgrond wordt geboden door artikel 23/2, § 2, van de ordonnantie van 21 juni 2012.

4.8. Voor het ontworpen artikel 43 wordt geen rechtsgrond vermeld. Die wordt geboden door artikel 26, § 9, van de ordonnantie van 21 juni 2012, op basis waarvan het Verenigd College de beroepsprocedure kan regelen.

4.9. Voor artikel 53, tweede lid, van het ontwerp, dat de inwerkingtreding regelt van de ordonnantie van 24 december 2021, moet rechtsgrond worden gezocht in artikel 30 van die ordonnantie.

VORMVEREISTEN

5. Het advies van de Inspectie van Financiën en het begrotingsakkoord ontbreken. Nochtans impliceert minstens de oprichting van de Disciplinaire antidopingcommissie (hierna:

DADC) extra uitgaven, zoals blijkt uit de ontworpen artikelen 50/4 en 50/5 van het besluit van 10 maart 2016. De begrotingscontrole moet dan ook nog worden doorlopen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

6. Het ontwerp voorziet in de vernummering van het besluit van 10 maart 2016, wat op goede gronden met klem wordt afgeraden in de handleiding wetgevingstechniek.⁶ De Raad van State adviseert dan ook om de bestaande nummering te behouden en enkel te werken met de schuinestreepnummering voor nieuwe artikelen.

6.1. Daar komt nog bij dat de vernummering van het besluit van 10 maart 2016 op een bijzonder onvolkomen wijze is gebeurd, die de rechtszekerheid in het gedrang brengt.

De Raad van State kan enkel met verbazing vaststellen hoe bijvoorbeeld, volgens artikel 6 van het ontwerp, artikel 8 van het besluit van 10 maart 2016 wordt vernummerd tot artikel 7. Alleen wordt het bestaande artikel 7 ongemoeid gelaten, zodat er nu twee artikelen 7 zijn. Van artikel 11 van het besluit van 10 maart 2016 wordt dan weer vermeld in artikel 8 van het ontwerp dat het “artikel 10, § 2, eerste lid” zal worden, wat onmogelijk is voor een artikel dat zelf uit 3 paragrafen bestaat. Meer dan waarschijnlijk is het de bedoeling om artikel 11 te vernummeren tot artikel 10, om dan in het oude artikel 11, § 2, eerste lid, dat dan inderdaad het nieuwe artikel 10, § 2, eerste lid wordt, de in artikel 8 van het ontwerp vermelde inhoudelijke wijziging door te voeren. Zelfs die correctie volstaat evenwel niet, omdat de stellers van het ontwerp blijkbaar uit het oog hebben verloren dat ook het bestaande artikel 10 ongemoeid is gelaten, zodat er dan twee artikelen 10 zullen zijn.

Ook verderop raakt de vernummering van het besluit van 10 maart 2016 het spoor bijster. Zo wordt het bestaande artikel 15 vernummerd tot artikel 14 (zie artikel 12 van het ontwerp), waardoor er geen artikel 15 meer is, aangezien het bestaande artikel 16 ongewijzigd blijft. Het bestaande artikel 17 wordt evenwel een tweede artikel 16 (zie artikel 13 van het ontwerp). Artikel 15 van het ontwerp vernummert artikel 20 tot artikel 19, maar het bestaande artikel 19 wordt niet vernummerd noch opgeheven, zodat er twee artikelen 19 zullen zijn en geen artikel 18.

Na artikel 26/2 valt er dan weer een hiaat in de nummering: artikel 27 wordt vernummerd tot artikel 26 (zie artikel 21 van het ontwerp), vervolgens worden twee nieuwe artikelen 26/1 en 26/2 ingevoegd (zie de artikelen 22 en 23 van het ontwerp), waarna de nummering verspringt naar artikel 28 (dat ongewijzigd is gebleven). Vervolgens wordt een artikel 28/1 ingevoegd, gevolgd door het bestaande artikel 29 dat behouden blijft, gevolgd door het oude artikel 30 (weliswaar met een nieuwe inhoud) dat wordt vernummerd tot een tweede artikel 29 (zie artikel 25 van het ontwerp).

⁶ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek. Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, Raad van State, 2008, aanbeveling 125, te raadplegen op de internetsite van de Raad van State (www.raadvst-consetat.be).

Deze uiterst bizarre en voor de Raad van State onbegrijpelijke manier van werken wordt voortgezet in artikel 38 van het ontwerp, dat het bestaande artikel 42 vernummert tot artikel 41, om het vervolgens op te heffen, terwijl artikel 39 van het ontwerp vervolgens artikel 43 eveneens vernummert tot artikel 41. Artikel 42 van het ontwerp vernummert artikel 47 tot artikel 45, dat zo voor het ongewijzigde artikel 46 komt te staan in het verkeerde hoofdstuk, gevolgd door het nieuwe artikel 45/1 en het oude artikel 48, dat een tweede artikel 46 wordt. De artikelen 46 en 47 van het ontwerp vernummeren artikel 50 tot artikel 48 en artikel 52 tot artikel 50, terwijl het bestaande artikel 51 zijn nummer blijft behouden en daardoor onbedoeld uit hoofdstuk 5 valt en achteraan hoofdstuk 5*bis* aansluit. Daarna volgt weer een hiaat, want het bestaande artikel 53 wordt opgeheven (zie artikel 49 van het ontwerp) en het bestaande artikel 57 wordt artikel 54 (zie artikel 50 van het ontwerp). De bestaande artikelen 55 en 56 blijven echter ongewijzigd en komen dus nu achter het bestaande artikel 57 te staan, terwijl artikel 51 van het ontwerp de bestaande artikelen 58 en 59 vernummert tot de artikelen 55 en 56.

6.2. De Raad van State kan hoegenaamd geen begrip opbrengen voor de wetgevingstechnische knoeiboel die daardoor wordt teweeggebracht en die de rechtszekerheid op fundamentele wijze in het gedrang brengt.

Zo rijst de vraag of de bestaande artikelen met dezelfde nummers als vernummerde artikelen eigenlijk als impliciet opgeheven moeten worden beschouwd, ook al zou dat expliciet moeten gebeuren en bevat het ontwerp ook een aantal expliciete opheffingsbepalingen. Bovendien staan sommige bepalingen ook niet meer in het hoofdstuk waarin ze thuishoren, wat de samenhang en de begrijpelijkheid ernstig verstoort. Het corrigeren van die fouten brengt bovendien met zich dat elke bestaande en nieuwe kruisverwijzing in het ontwerp opnieuw moet worden gecontroleerd en desgevallend aangepast.

De Raad van State adviseert dan ook met klem om deze verwarrende, onvolkomen en fundamenteel rechtsonzekere vernummeringsoperatie af te blazen. In de plaats daarvan moet de bestaande nummering van het besluit van 10 maart 2016 worden behouden en moeten nieuw in te voegen bepalingen worden voorzien van een schuinestreeppnummering. Als de stellers van het ontwerp toch vasthouden aan een nieuwe – maar dan wel correcte – vernummering van de tekst, kunnen ze beter een volledig nieuwe tekst uitwerken die in de plaats komt van het besluit van 10 maart 2016.

7. Het ontwerp beoogt het besluit van 10 maart 2016 in overeenstemming te brengen met de Internationale Standaard voor Dopingtests en Onderzoeken, de Internationale Standaard voor resultatenbeheer en de Internationale Standaard houdende toestemming voor gebruik wegens therapeutische noodzaak. Binnen de hem toegemeten tijd kon de Raad van State echter niet nagaan of die bepalingen een volledige en correcte uitvoering geven aan die normen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Artikel 5

8. Het is onduidelijk waar de zinssnede “overeenkomstig het model dat beschikbaar is op de website van het WADA” precies bij hoort in het ontworpen artikel 5, tweede lid, 2°.

In zoverre dat “model” regels over de onpartijdigheid en onafhankelijkheid bevat, gaat het bovendien om een verboden delegatie van regelgevende bevoegdheid aan een externe instelling over een aspect dat immers niet van technische of bijkomstige aard is, zonder waarborgen inzake bekendmaking in het Nederlands en in het Frans.

Artikel 7

9. In de Nederlandse tekst van artikel 7, 1°, van het ontwerp schrijve men “uit de Internationale Standaard voor de TTN”.

10. In artikel 7, 3°, van het ontwerp moeten de woorden “artikel 3, tweede lid” worden vervangen door de woorden “artikel 3, § 2, 4°”.

Artikel 48

11. Het ontworpen artikel 50/9, § 1, tweede lid, houdt in dat de afwezigheid van een minderjarige die wilsbekwaam is – ook al wordt hij correct vertegenwoordigd – moet worden verantwoord door een wettige reden van verhindering, terwijl dat niet geldt voor volwassenen. Die ongelijke behandeling op grond van leeftijd moet worden verantwoord.

12. Gelet op de mogelijkheid dat partijen zich door een advocaat of een wettige vertegenwoordiger laten vertegenwoordigen overeenkomstig het ontworpen artikel 50/9, moeten in het ontworpen artikel 50/11, § 1, de woorden “of vertegenwoordigd” worden ingevoegd tussen de woorden “aanwezig” en “zijn”. In het ontworpen artikel 50/11, § 2, 1°, moeten de woorden “noch vertegenwoordigd” worden ingevoegd tussen de woorden “afwezig” en “is”.

13. Het ontworpen artikel 50/20, § 7, lijkt het mogelijk te maken dat de voorzitter na afloop van de versnelde procedure zou kunnen beslissen om alleen de tuchtbeslissing uit te spreken, zonder beraadslaging met de leden van de DADC. Ofwel wordt voorzien in een afzonderlijke (versnelde) procedure die zich enkel voor de voorzitter afspeelt, ofwel moet de DADC in voltallige samenstelling beslissen. De huidige regeling leent zich tot willekeur en is onverenigbaar met een behoorlijke rechtsbedeling.

*

1. Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée comme suit :

« Conformément à l'article 84, § 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, nous souhaitons que l'avis nous soit communiqué dans un délai de cinq jours ouvrables.

Pour rappel, les modifications en droit interne de l'ordonnance du 21 juin 2012 et de l'arrêté du Collège réuni du 10 mars 2016 sont rendues indispensables (...) par la révision du Code mondial antidopage en 2021 (ci-après, 'le Code') et des standards internationaux de l'Autorité mondiale antidopage (ci-après, l'AMA'). En tant que signataire du Code, et conformément aux articles 23.1.1, 23.2, 23.4 et 23.5 de celui-ci, la Commission communautaire commune doit mettre sa législation en conformité dans les plus brefs délais avec les nouvelles normes de l'AMA.

Le 19 août dernier, un courrier de l'AMA est toutefois parvenu à nos services (voir le courrier en annexe 1, datée du 18 août 2021). Il indique notamment ceci :

[...] la Commission communautaire commune de la région Bruxelles-Capitale [ci-après, la CCC] ne s'est toujours pas conformée à l'exigence critique du Code et des Standards internationaux suivante :

- Article 23.2.1 du Code : Les signataires mettront en œuvre les dispositions applicables du Code au moyen de politiques, de statuts, de règles ou de règlements en fonction de leur compétence et dans leurs sphères de responsabilité respectives.

Par conséquent, à moins que la [CCC] ne mette rapidement en œuvre la mesure corrective critique pertinente, le CRC recommandera au Comité exécutif de l'AMA d'alléguer lors de sa réunion du 14 septembre 2021 la non-conformité au Code de la [CCC], et l'imposition des conséquences applicables pour cette non-conformité prévues à l'article B.3.1 du Standard International pour la Conformité au Code des Signataires (SICCS), énumérées ci-dessous :

1. La 'mesure corrective critique' pendante, énumérée ci-dessus, devrait être considérée comme une exigence critique.

2. La [CCC] perdra ses privilèges AMA jusqu'à sa réintégration (voir article B.3.1 (a) du SICCS), c'est-à-dire :

- a. Conformément aux dispositions pertinentes des Statuts de l'AMA, les représentants de la [CCC] ne peuvent exercer aucune fonction au sein de l'AMA ni occuper aucun poste de membre d'un conseil ou d'un comité de l'AMA ou de tout autre organe (entre autres, les postes de membre du Conseil de fondation de l'AMA, du Comité exécutif, de tout comité permanent et de tout autre comité).

- b. La [CCC] ne pourra accueillir aucune manifestation organisée ou coorganisée par l'AMA.

- c. Les représentants de la [CCC] ne pourront participer à tout programme des observateurs indépendants de l'AMA, à tout programme de sensibilisation de l'AMA ou à toute autre activité de l'AMA.

- d. La [CCC] ne recevra aucun financement de l'AMA (directement ou indirectement) pour le développement d'activités spécifiques ou la participation à des programmes particuliers.

3. Les représentants de la [CCC] n'auront pas le droit de siéger comme membres

de conseils, de comités ni d'autres instances de tout signataire (ou de ses membres) ou de toute association de signataires pendant un an ou jusqu'à la réintégration de la [CCC] (selon le délai le plus long) (voir article B.3.1 (d) du SICCS).

4. La Belgique sera inéligible à l'organisation de championnats régionaux, continentaux, ou de championnats du monde, ou de manifestations organisées par des organisations responsables de grandes manifestations, pendant l'intégralité de la période de non-conformité (voir article B.3.1 (e.1) du SICCS).

5. Le drapeau de la Belgique ne sera pas hissé à des championnats régionaux, continentaux, ou des championnats du monde, ou à des manifestations organisées par des organisations responsables de grandes manifestations (autres que les Jeux Olympiques et les Jeux Paralympiques) pour la prochaine édition de cette manifestation ou jusqu'à ce que le signataire soit réintégré (selon la période la plus longue) (voir article B.3.1 (e.2) du SICCS).

Conformément à l'article 11.2.1 du SICCS, le CRC a également recommandé que le signataire soit tenu de satisfaire à cette exigence critique pendant et de se conformer aux sanctions énumérées ci-dessus avant de pouvoir réintégrer la liste des signataires conformes au Code.

En outre, si la [CCC] n'a pas rempli ces conditions de réintégration avant septembre 2022, le CRC pourrait faire une recommandation au Comité exécutif de l'AMA pour envisager l'imposition de conséquences additionnelles à la [CCC], conformément à l'article 10.2.9 et à l'annexe B.3.2 du SICCS.

Nos services ont œuvré pour qu'un délai supplémentaire de quatre mois soit accordé afin de parvenir in fine à la publication des normes antidopage susmentionnées. Par l'avancement du processus législatif de 'l'ordonnance antidopage', et la finalisation de la rédaction de son arrêté exécutif, ce délai a été accordé et les textes de la CCC ont été décrétés conformes au Code (voir le courrier en annexe 2, daté du 15.02.21).

Par conséquent, et toujours dans l'optique de parvenir à une transposition des règles internationales dans les temps, nous sollicitons l'urgence dans notre demande d'avis relatif à l'ensemble du texte en objet. En effet, il y a lieu d'éviter que des sanctions lourdes qui pèsent actuellement sur la CCC, et par voie de conséquence, sur tout la Belgique, se voient appliquer de manière automatique au 14 janvier 2022 ; celles-ci porteraient atteinte de manière irréparable à l'image de la CCC et de notre pays tout entier, tant sur le plan sportif qu'économique.

Nous souhaitons néanmoins rappeler que le retard pris dans ladite conformité au Code trouve son origine dans le nécessaire respect des procédures législatives internes, dans le délai d'attente pour l'obtention de la version française des normes internationales, et dans la situation extraordinaire engendrée par la crise sanitaire actuelle avec pour corollaire, la gestion de celle-ci par nos services (voir en annexe 3, les justifications données à l'AMA par courrier daté du 27 août 2021).

Veuillez également noter que l'urgence avait également été sollicitée à l'Autorité de protection des données (ci-après, l'APD) en date du 06 octobre dernier, mais a été refusée, la cause de l'urgence n'étant, selon elle, pas étrangère au demandeur et ce, même en l'absence de faute. La date pour la remise de cet avis a donc été fixée au 3 décembre 2021. Ce dernier a été effectivement remis à nos services à cette date (voir annexe 4) ».

2. Conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation a dû se limiter à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique ainsi que de l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE DU PROJET

3. Le projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune, soumis pour avis, a pour objet de modifier l'arrêté du Collège réuni du 10 mars 2016 'portant exécution de l'ordonnance du 21 juin 2012 relatif (lire : relative) à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention' (ci-après : l'arrêté du 10 mars 2016), consécutivement à l'actualisation de l'ordonnance du 21 juin 2012 'relative à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention' par l'ordonnance du 24 décembre 2021¹, dont le texte² a été adopté le 24 décembre 2021 par l'Assemblée réunie³ et sanctionné et promulgué par le Collège réuni⁴.

L'arrêté envisagé entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge. L'ordonnance du 24 décembre 2021 est mise en vigueur le même jour.

FONDEMENT JURIDIQUE

4. Le fondement juridique du projet est recherché dans l'ordonnance du 21 juin 2012 'relative à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention', sans toutefois mentionner une quelconque disposition spécifique de cette ordonnance et donc pas non plus ses modifications par l'ordonnance du 24 décembre 2021. Cependant, le tableau des fondements juridiques suivant, qui se base toutefois sur la version consolidée de l'arrêté du 10 mars 2016 et non sur le projet modificatif à l'examen, a été joint à la demande d'avis :

ARRETE CONSOLIDE (pour les modifications) :	CONCORDANCE CODE/STANDARDS :	CONCORDANCE ORDONNANCE :
Art. 3, § 1 ^{er}	Art. 4.1 (alinéa 1) SIAUT	Art. 10, § 1 ^{er}
Art. 3, § 2	Art. 4.1 (alinéa 2) SIAUT	Art. 10, § 2
Art. 3, § 3	Art. 4.2 SIAUT	"
Art. 3, § 4	Art. 4.3 SIAUT	"
Art. 3, § 5	Art. 4.4.2 et 4.4.3 CODE	"
Art. 4, § 1 ^{er}	Art. 5.3 SIAUT	Art. 10, § 3

¹ Ordonnance du 24 décembre 2021 'portant modification de l'ordonnance du 21 juin 2012 relative à la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention'.

² *Doc. parl.*, Ass. réun. COCOM, 2021-22, n° B-97/1.

³ Ass. réun. COCOM, *Compte rendu intégral*, 24 décembre 2021, p. 9.

⁴ Voir point 3 de la notification de la réunion du Collège réuni du vendredi 24 décembre 2021.

Art. 4, § 2, 4°	Art. 20.5.11 CODE	"
Art. 5, alinéa 2, 6°	Art. 5.3 (alinéa 2), a) SIAUT	"
Art. 8, § 2	Art. 6.1 et 6.2 SIAUT	Art. 10, § 2
Art. 8, § 3		Art. 10, § 6
Art. 11, § 1 ^{er}	Art. 6.9 SIAUT	Art. 10, § 4, alinéa 4
Art. 11, § 2, alinéa 3		Art. 10, § 4, alinéa 2
Art. 11, § 7/1	Art. 4.4.2 et 13.1 CODE	Art. 10, § 3, alinéa 3 et art. 35/1
Art. 11, § 10	Art. 6.9 SIAUT	Art. 12, alinéa 2
Art. 14	Art. G.4.4 SICE	Art. 16, alinéa 2
Art. 14, § 1 ^{er} , alinéa 5	Art. G.4.3 SICE	Art. 17, § 1 ^{er}
Art. 14, § 3 (alinéa 4, 5, 6) et § 4	Art. G.5 SICE	Art. 16, alinéa 2
Art. 17 (fin du § 1 ^{er})	Art. G.5.6 SICE	Art. 17, § 2
Art. 17, § 2, alinéa 2	Art. G.4.4 SICE	"
Art. 17, § 2, alinéa 5	Art. G.4.3 SICE	Art. 12
Art. 17 § 2, alinéa 6	Art. G.5 SICE	Art. 17, § 2
Art. 17, § 4, alinéa 4	Art. G.5 SICE	"
Art. 19, § 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 4.5.2 SICE	Art. 16, alinéa 1 ^{er}
Art. 19, § 1 ^{er} , alinéa 5	Art. 4.7.3 e) SICE	"
Art. 19, § 1 ^{er} , alinéa 6	Art. 4.5.3 SICE	"
Art. 19, § 2, alinéa 2	Art. 4.2.1 SICE	"
Art. 19, § 2, alinéas 3 et 4	Art. 4.2.2 et 4.2.3 SICE	"
Art. 19, § 2bis	Art. 4.2.4 SICE	"
Art. 19, § 4, dernier alinéa	Art. H.4.2 SICE	" + Art. 11, 1° et 2°
Art. 21, § 5	Art. 4.9.2 SICE	Art. 11, 2°
Art. 22, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 6.3.3 SICE	Art. 17, § 1 ^{er}
Art. 22, § 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 14.1.1 CODE	Art. 17
Art. 22, § 3, alinéa 3	Art. 5.3.7 SICE	"
Art. 22, § 3, alinéa 7, 5°	Art. 5.4.1 CODE	"
Art. 22, § 3, alinéa 8	Art. 5.4.1 SICE	"
Art. 22, § 7, alinéa 3	Art. 5.4.4 SICE	"
Art. 23, § 2, alinéa 3	Art. 7.4.5 SICE	Art. 17, § 3
Art. 23, § 3, alinéa 6	Art. 6.3.3 c)	Art. 17, § 5 et 17, § 3, 2°
Art. 24	SICE + Annexe C SICE (PRÉLÈVEMENT DES	Art. 17

	<p>ÉCHANTILLONS D'URINE)</p> <p>+ Annexe E SICE (ÉCHANTILLONS D'URINE – VOLUME INSUFFISANT)</p> <p>+ Annexe F SICE (ÉCHANTILLONS D'URINE QUI NE SATISFONT PAS AUX EXIGENCES EN MATIÈRE DE GRAVITÉ SPÉCIFIQUE CONVENANT POUR L'ANALYSE)</p>	
Art. 25	<p>SICE</p> <p>+ Annexe D SICE (PRÉLÈVEMENT DES ÉCHANTILLONS DE SANG)</p> <p>+ ANNEXE I SICE (PRÉLÈVEMENT, CONSERVATION ET TRANSPORT DES ÉCHANTILLONS DE SANG PRÉLEVÉS POUR LE PASSEPORT BIOLOGIQUE DE L'ATHLÈTE)</p> <p>+ Lignes directrices de l'AMA pour le prélèvement des échantillons</p>	"
Art. 26, § 1 ^{er} , alinéas 4 et 5	Art. I.2.2 SICE	Art.23, § 2
Art. 26, § 1 ^{er} , dernier alinéa	Art. I.2.9 SICE	"
Art. 26/1, § 1 ^{er} , § 2, § 3	Art. 6.3.4 SICE	Art. 17, § 2
Art. 26/2, § 1 ^{er}	Annexe A SICE	Art. 16, alinéa 1 ^{er} et 17, § 1 ^{er} et § 2
Art. 26/2, § 2	Annexe B SICE	"
Art. 28/1		Art. 17, § 2
Art. 29	Art. 11.1 SICE	Art. 12, alinéa 2, a), art. 12/1, alinéa 1 ^{er} , 3°, art. 23/1
Art. 31, § 2, dernier alinéa	SIL	Art. 17, § 2 et art. 18
Art. 32 § 1 ^{er} , alinéa 5	Art. 5.3.8.4 SIL	Art. 19
Art. 33, § 2, alinéa 1 ^{er}	Art. 5.1.1 SIGR	Art. 20
Art. 33, § 2, alinéa 3, 4bis°	Art. 5.1.2.1 d) SIGR	"
Art. 33, § 2, alinéa 3, 7°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°	Art. 5.1.2.1 f) g) h) et 5.1.2.2 a) b) c) SIGR	"
Art. 33, § 3, 3°	Art. 5.1.1.3 SIGR	"
Art. 33, § 3bis	Art. 5.2.2 SIGR	"

Art. 33, § 4	Art. 14.1.2 CODE	"
Art. 34, § 4	Art. 7.0 SIGR	Art. 21
Art. 34, § 5	Art. 7.2 SIGR	"
Art. 34, § 6	Art. C.5 et C.6 SIGR	Art. 20 et 23/2
Art. 34, § 8	5.3 SIGR	Art. 20
Art. 34/1	7.4.1 et suivants du CODE	Art. 20, alinéa 2, art. 32, § 3, 1°
Art. 35, § 1 ^{er}	Art. 4.2 et suivants SICE	Art. 26, § 8, 1)
Art. 35, § 2, alinéa 4, 1°		Art. 26, § 6
Art. 35, § 2, alinéa 4, 6°	Art. 2.4 CODE	Art. 26
Art. 36, § 1 ^{er}	accord de coopération, 4.8.8.2-3-4 et 4.8.6.2 SICE	"
Art. 36, § 2	Art. 5.6 CODE et 4.8.1 SICE	Art. 12, alinéa 2, d) et art. 12/1, 5°
Art. 37, alinéa 1 ^{er}	Art. 5.6 CODE	Art. 26, § 8, 1)
Art. 38	"	Art. 26, § 9
Art. 39, § 1 ^{er}	Annexe B.1 SIGR	Art. 26, § 1, § 2 et § 4
Art. 39, § 2	Annexe B.2 SIGR	Art. 26, § 2, alinéa 2
Art. 39, § 3	Annexe B.2 SIGR	Art. 26, § 4
Art. 40, alinéa 1 ^{er}	Art. B.3 SIGR	Art. 8, § 1 ^{er} , 4°
Art. 41, alinéa 1 ^{er}	Art. 7.4 CODE	Art. 26, § 4, alinéa 3 et art. 31
Art. 42, alinéa 1 ^{er}		Art. 26, § 4, alinéa 3 (in fine)
Art. 45/1	Art. 7.2 et SIGR	Art. 20
Art. 46, alinéa 2, 3° et 4°	SIGR	Art. 30
Art. 50/1, § § 1 ^{er} et 2 (procédure disciplinaire)	Art. 8.1 CODE	Art. 30/1
Art. 50/1, § 3	Art. 8.5 CODE	"
Art. 50/1, § 4	Art. 8.3 SIGR et 20.5.11 CODE	"
Art. 50/2, alinéa 2, 4°	Art. 8.1 CODE + Art. 8.4 SIGR	"
Art. 50/5	Art. 8.7 SIGR	"
Art. 50/7	Art. 8.8, b) SIGR	"
Art. 50/8, § 1 ^{er}	Art. 8.8, c) SIGR	"
Art. 50/9, § 1 ^{er}	Art. 8.8, d) SIGR	"
Art. 50/9, § 2 et § 3	"	"
Art. 50/10	Art. 8.8, e) CODE	"
Art. 50/13	Art. 8.3 CODE	"
Art. 50/14	10.7 et 10.8 CODE	"

Art. 50/20	Art. 8.3 CODE	"
Art. 50/21, § 2	Art. 9 et suivants CODE	"
Art. 50/21, § 3	Art. 8.1 CODE	"
Art. 50/21, § 4	Art. 9.1.1 SIGR et 15 CODE	"
Art. 50/21, § 5	Art. 6.2.3.3 SIGR	"
Art. 50/21, § 8	Art. 13.3	"
Art. 50/22, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er}	Art. 8.4 et 14.1.1 CODE	"
Art. 50/22, § 1 ^{er} , alinéa 2	Art. 14.1.2 CODE	"
Art. 50/22, § 4	Art. 14.2.2 CODE	"
Art. 50/22, § 5	Art. 9.2.5 CODE	"
Art. 50/22, § 6	Art. 14.3 CODE	"
Art 50/23	Art. 13.1 et 13.1.2 CODE	"

On peut se rallier à cette analyse des fondements juridiques, sous réserve des observations formulées ci-après.

4.1. Des fondements juridiques ne contenant pas de délégation au Collège réuni sont invoqués pour un certain nombre de dispositions.

4.1.1. Tel est par exemple le cas de l'article 10, § 4, alinéa 2, de l'ordonnance du 21 juin 2012, qui doit procurer le fondement juridique à l'article 11, § 2, alinéa 3, en projet, de l'arrêté du 10 mars 2016, ainsi que de l'article 10, § 4, alinéa 4, de l'ordonnance du 21 juin 2012, qui doit procurer le fondement juridique à l'article 11, § 1^{er}, en projet, de l'arrêté du 10 mars 2016. Ces dispositions en projet peuvent toutefois se fonder sur le pouvoir général d'exécution du Collège réuni ⁵, combiné avec ces dispositions ordonnancielles.

4.1.2. Ce raisonnement ne peut cependant pas être admis pour l'article 16, alinéa 2, de l'ordonnance du 21 juin 2012, qui est invoqué à titre de fondement juridique pour imposer des exigences supplémentaires aux qualifications des médecins prévues à l'article 14, en projet, de l'arrêté du 10 mars 2016. Par contre, en ce qui concerne la procédure de sélection visée à l'article 14, § 3, en projet, on peut se fonder sur le pouvoir général d'exécution, combiné avec cette disposition ordonnancielle.

4.1.3. L'article 17, § 3, de l'ordonnance du 21 juin 2012 est invoqué à titre de fondement juridique pour l'article 23, § 2, alinéa 3, en projet. Il s'agit de données supplémentaires qui doivent être consignées dans le procès-verbal, en plus des données qui doivent « notamment » être mentionnées conformément à la disposition ordonnancielle précitée. Le pouvoir général d'exécution, combiné avec cette disposition ordonnancielle, peut être invoqué à cet effet.

⁵ Article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', combiné avec l'article 69, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises'.

4.1.4. Le fondement juridique de l'article 29 en projet est recherché dans l'article 12, alinéa 2, a), l'article 12/1, alinéa 1^{er}, 3^o, et l'article 23/1 de l'ordonnance du 21 juin 2012. Aucune de ces dispositions ne contient une délégation au Collège réuni, mais la disposition en projet semble dans une large mesure constituer un complément à l'article 23/1 de l'ordonnance du 21 juin 2012, pour lequel on peut s'appuyer sur le pouvoir général d'exécution. Toutefois, il existe également de nouveaux aspects – comme l'article 29, § 5, en projet, relatif à la décision de ne pas engager des poursuites – qui nécessitent un fondement juridique plus explicite et qui, en attendant, ne peuvent se concrétiser.

4.1.5. En ce qui concerne l'article 38 en projet, l'article 26, § 9, de l'ordonnance du 21 juin 2012 est invoqué, mais la seule délégation contenue dans l'alinéa 3 de cette disposition ne porte que sur la procédure de recours. Néanmoins, l'article 26, § 9, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 21 juin 2012, combiné avec le pouvoir général d'exécution, peut procurer un fondement juridique.

4.1.6. L'article 40, alinéa 1^{er}, en projet, devrait trouver un fondement juridique dans l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de l'ordonnance du 21 juin 2012, qui ne contient aucune délégation. Il ne semble pas possible non plus d'invoquer le pouvoir général d'exécution pour déterminer les modalités d'une infraction en matière de dopage définie dans l'ordonnance du 21 juin 2012.

4.2. Aucun fondement juridique n'est mentionné pour l'article 7 en projet. L'article 10, § 3, alinéa 2, de l'ordonnance du 21 juin 2012 semble néanmoins pouvoir procurer un fondement juridique à cette disposition.

4.3. L'article 11, § 10, en projet, ne peut en tout cas pas trouver de fondement juridique dans l'article 12, alinéa 2, de l'ordonnance du 21 juin 2012.

4.4. Aucun fondement juridique n'est mentionné pour l'article 16, § 5, en projet. Dès lors que cette disposition en projet revient toutefois à paraphraser l'article 18, § 4, de l'ordonnance du 21 juin 2012, il vaudrait mieux l'omettre.

4.5. L'article 17, § 2, de l'ordonnance du 21 juin 2012 peut servir de fondement juridique à l'imposition de conditions pour la sélection de chaperons, réglée à l'article 17 en projet. Cette disposition ne procure toutefois pas de fondement juridique, et pas non plus en combinaison avec le pouvoir général d'exécution, aux règles de formation et de recyclage de ces chaperons. Il en va de même du devoir de confidentialité des chaperons, pour lequel l'article 12 de l'ordonnance du 21 juin 2012 est invoqué. Cette dernière disposition règle d'une manière générale le traitement des données, mais ne procure pas de fondement juridique à des exigences spécifiques imposées aux chaperons.

4.6. Aucun fondement juridique n'est mentionné pour l'article 20, dernier alinéa, en projet. En outre, la première phrase de la disposition en projet semble contraire à l'article 12, alinéa 3, de l'ordonnance du 21 juin 2012, qui désigne la Commission communautaire commune elle-même – et donc pas l'ONAD de la Commission communautaire commune – comme responsable du traitement des données à caractère personnel. Pour préciser les règles du délai de conservation, il semble que le régime en la matière inscrit à l'article 12, alinéa 6, de l'ordonnance du 21 juin 2012, combiné avec le pouvoir général d'exécution, puisse être invoqué.

4.7. En ce qui concerne l'article 26 en projet, il est fait référence à l'article 23, § 2, de l'ordonnance du 21 juin 2012, qui n'existe pas. L'article 23/2, § 2, de l'ordonnance du 21 juin 2012 procure le fondement juridique.

4.8. Aucun fondement juridique n'est mentionné pour l'article 43 en projet. C'est l'article 26, § 9, de l'ordonnance du 21 juin 2012, qui permet au Collège réuni de régler la procédure de recours, qui procure le fondement juridique.

4.9. Le fondement juridique de l'article 53, alinéa 2, du projet, qui règle l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 24 décembre 2021, doit être recherché dans l'article 30 de ladite ordonnance.

FORMALITÉS

5. L'avis de l'Inspection des Finances et l'accord budgétaire font défaut. Cependant, la création de la Commission disciplinaire antidopage (ci-après : CODA), à tout le moins, implique des dépenses supplémentaires, ainsi qu'il ressort des articles 50/4 et 50/5, en projet, de l'arrêté du 10 mars 2016. Par conséquent, il y a lieu de procéder encore au contrôle budgétaire.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

6. Le projet modifie la numérotation de l'arrêté du 10 mars 2016, ce que le guide de technique législative déconseille fortement sur la base de justes motifs⁶. Le Conseil d'État recommande dès lors de maintenir la numérotation existante et de recourir à la seule numérotation par barre oblique pour les nouveaux articles.

6.1. De surcroît, la renumérotation de l'arrêté du 10 mars 2016 a été effectuée d'une manière particulièrement imparfaite, qui compromet la sécurité juridique.

Le Conseil d'État ne peut que constater avec étonnement comment, par exemple, selon l'article 6 du projet, l'article 8 de l'arrêté du 10 mars 2016 est renuméroté en article 7, alors que l'article 7 actuel est laissé en l'état, de sorte qu'il y a à présent deux articles 7. Par ailleurs, à propos de l'article 11 de l'arrêté du 10 mars 2016, l'article 8 du projet mentionne qu'il deviendra l'« article 10, § 2, alinéa 1^{er} », ce qui est impossible pour un article qui comporte lui-même 3 paragraphes. Il s'agit plus que probablement de renuméroter l'article 11 en article 10, pour ensuite inscrire dans l'ancien article 11, § 2, alinéa 1^{er}, qui devient alors en effet le nouvel article 10, § 2, alinéa 1^{er}, la modification de fond mentionnée à l'article 8 du projet. Toutefois, même cette correction ne suffit pas, étant donné que les auteurs du projet ont de toute évidence perdu de vue que l'actuel article 10 est également laissé en l'état, de sorte qu'il y aura alors deux articles 10.

⁶ Voir *Principes de technique législative. Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, Conseil d'État, 2008, recommandation 125, à consulter sur le site Internet du Conseil d'État (www.raadvst-consetat.be).

Dans la suite du texte, on perd également le fil de la renumérotation de l'arrêté du 10 mars 2016. Ainsi, l'actuel article 15 est renuméroté en article 14 (voir l'article 12 du projet), de sorte qu'il n'y a plus d'article 15, puisque l'actuel article 16 demeure inchangé. L'actuel article 17 devient toutefois un deuxième article 16 (voir l'article 13 du projet). L'article 15 du projet renumérote l'article 20 en article 19, mais dès lors que l'actuel article 19 n'est ni renuméroté, ni abrogé, il y aura deux articles 19 et pas d'article 18.

Après l'article 26/2, la numérotation présente à nouveau une lacune : l'article 27 est renuméroté en article 26 (voir l'article 21 du projet), ensuite deux nouveaux articles 26/1 et 26/2 sont insérés (voir les articles 22 et 23 du projet), après quoi la numérotation passe brusquement à l'article 28 (qui est resté inchangé). Il est ensuite inséré un article 28/1, suivi de l'actuel article 29 qui est maintenu, suivi par l'ancien article 30 (certes avec un nouveau contenu) qui est renuméroté en un deuxième article 29 (voir l'article 25 du projet).

Cette manière de procéder extrêmement bizarre et incompréhensible pour le Conseil d'État est poursuivie à l'article 38 du projet, qui renumérote l'actuel article 42 en article 41, pour ensuite l'abroger, alors que l'article 39 du projet renumérote ensuite l'article 43 également en article 41. L'article 42 du projet renumérote l'article 47 en article 45, qui figure ainsi dans le chapitre erroné avant l'article 46 inchangé, suivi du nouvel article 45/1 et de l'ancien article 48, qui devient un deuxième article 46. Les articles 46 et 47 du projet renumérotent l'article 50 en article 48 et l'article 52 en article 50, alors que l'actuel article 51 conserve son numéro et, de ce fait, disparaît involontairement du chapitre 5 et est rattaché à la fin du chapitre 5*bis*. Une nouvelle lacune apparaît ensuite, puisque l'actuel article 53 est abrogé (voir l'article 49 du projet) et que l'actuel article 57 devient l'article 54 (voir l'article 50 du projet). Les articles 55 et 56 actuels demeurent toutefois inchangés et figurent donc à présent après l'actuel article 57, alors que l'article 51 du projet renumérote les articles 58 et 59 actuels en articles 55 et 56.

6.2. Le Conseil d'État ne peut en aucun cas souscrire au méli-mélo légistique qui en résulte et qui compromet de manière fondamentale la sécurité juridique.

Ainsi, la question se pose de savoir si les articles actuels portant les mêmes numéros que les articles renumérotés doivent en réalité être considérés comme implicitement abrogés, même si cette abrogation devrait intervenir explicitement et même si le projet contient également un certain nombre de dispositions abrogatoires explicites. En outre, certaines dispositions ne figurent plus dans le chapitre où elles sont à leur place, ce qui perturbe gravement la cohérence et l'intelligibilité. En outre, la rectification de ces fautes implique qu'il faudra de nouveau contrôler et, le cas échéant, adapter toute référence croisée existante et nouvelle dans le projet.

Le Conseil d'État recommande dès lors instamment de renoncer à cette opération de renumérotation confuse, imparfaite et fondamentalement incertaine du point de vue de la sécurité juridique. En lieu et place, la numérotation actuelle de l'arrêté du 10 mars 2016 doit être maintenue et les nouvelles dispositions à insérer doivent être dotées d'une numérotation par barre oblique. Si les auteurs du projet persistent néanmoins dans leur intention de maintenir une nouvelle – mais alors correcte – renumérotation du texte, ils seraient bien avisés d'élaborer un texte entièrement nouveau qui se substituerait à l'arrêté du 10 mars 2016.

7. Le projet vise à mettre l'arrêté du 10 mars 2016 en conformité avec le Standard international pour les contrôles et les enquêtes, le Standard international pour la gestion des résultats et le Standard international pour les autorisations d'usage à des fins thérapeutiques. Dans le délai qui lui est imparti, le Conseil d'État n'a toutefois pas pu vérifier si ces dispositions pourvoient à l'exécution complète et correcte de ces normes.

EXAMEN DU TEXTE

Article 5

8. On n'aperçoit pas clairement à quoi se rattache précisément le membre de phrase « conforme au modèle disponible sur le site internet de l'AMA » à l'article 5, alinéa 2, 2°, en projet.

Dans la mesure où ce « modèle » contient des règles relatives à l'impartialité et à l'indépendance, il s'agit en outre d'une délégation interdite de pouvoir réglementaire à un organisme externe à propos d'un aspect qui n'est en effet pas de nature technique ou secondaire, sans garanties en matière de publication en français et en néerlandais.

Article 7

9. Dans le texte néerlandais de l'article 7, 1°, du projet, on écrira « uit de Internationale Standaard voor de TTN ».

10. À l'article 7, 3°, du projet, les mots « l'article 3, alinéa 2 » doivent être remplacés par les mots « l'article 3, § 2, 4° ».

Article 48

11. L'article 50/9, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, implique que l'absence d'une personne mineure qui a la capacité de discernement – même si elle est valablement représentée – doit être justifiée par une cause d'empêchement légitime, alors que cette règle ne s'applique pas aux adultes. Cette différence de traitement sur la base de l'âge doit être justifiée.

12. Compte tenu de la possibilité pour les parties de se faire représenter par un avocat ou un représentant légal, conformément à l'article 50/9 en projet, les mots « ou représentées » doivent être insérés entre les mots « présentes » et « à l'audition » à l'article 50/11, § 1^{er}, en projet. À l'article 50/11, § 2, 1°, en projet, les mots « ou n'est pas représenté » doivent être insérés entre les mots « absent » et « à l'audition ».

13. L'article 50/20, § 7, en projet, semble permettre que le président, à l'issue de la procédure accélérée, puisse décider de prononcer seul la décision disciplinaire, sans délibération avec les membres de la CODA. Soit il est prévu une procédure (accélérée) distincte qui se déroule uniquement devant le président, soit la CODA doit décider en composition plénière. Le

régime actuel se prête à l'arbitraire et est incompatible avec une bonne administration de la justice.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER

DE VOORZITTER - LE PRÉSIDENT

Astrid TRUYENS

Jeroen VAN NIEUWENHOVE